

50. Les conservateurs construisaient les travaux publics sans augmenter la proportion par tête de la dette publique.

60. Les libéraux augmentent la dette publique de 40 millions.

70. Nous avons fait disparaître les droits sur le thé et le café.

80. Ils se sont empressés de les rétablir.

Voici le discours de M. Tupper, auquel M. Cartwright n'a pas répondu, bien que M. Tupper ait répété trois fois, dans des séances subséquentes, les accusations qu'il contient ;

L'HON. M. TUPPER.—Comme on a demandé à cette Chambre d'augmenter les taxes, elle a droit d'avoir les états les plus complets des revenus et des dépenses, et je propose en conséquence qu'une adresse soit présentée donnant un état du revenu jusqu'au 20 Avril. Je prie la Chambre d'écouter les raisons qui m'engagent à faire cette demande. La Chambre se rappelle que j'ai demandé au gouvernement—ce que jamais un gouvernement n'a refusé au dernier des députés—de nous soumettre tous les renseignements les plus récents relativement à la position financière du pays. La circonstance dans laquelle je fait cette demande est très grave. Le ministre des finances est venu soumettre un exposé de nos finances dans lequel il a déclaré que la situation commerciale est sombre et qu'il y a un déficit. La différence dans le revenu nécessaire pour couvrir les dépenses est si grande, qu'il est forcé de s'adresser au parlement pour obtenir le pouvoir de prélever de nouvelles taxes pour un montant de trois millions. J'ai écouté avec beaucoup d'attention le discours que l'hon. monsieur a fait et je suis certain, non seulement en m'appuyant sur mes connaissances personnelles du commerce du pays, mais aussi sur les chiffres que le ministre des finances a soumis à la Chambre, qu'il se trompe entièrement en ce qui concerne la position financière du pays. Je désire exposer les points sur lesquels nous ne sommes pas d'accord, le ministre des finances et moi. M. Cartwright est tout à fait dans l'erreur sur la question ; cela vient probablement de ce que son esprit a été trop préoccupé des élections, comme il l'a dit, pour qu'il ait pu donner assez d'attention à sa besogne. Quoiqu'il en soit, je vais donner les raisons sur lesquelles je m'appuie pour dire que le ministre des finances se trompe, d'abord relativement à la position commerciale du pays ; secondement, relativement au déficit qui nécessite, comme il est dit dans le discours du trône, une augmentation de taxes ; et troisièmement, relativement à la nécessité de demander des taxes additionnelles pour un montant de trois millions. Tous les documents officiels qu'il nous a mis entre les mains tendent à prouver que le ministre des finances est à côté. Les chiffres des importations prouvent contre lui. Les rapports montrent qu'il y a eu une augmentation ferme et constante dans le commerce—